

Unité départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine Durenne
55 000 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 12 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STORENGY FRANCE

LE JARDINOT
STOCKAGE SOUTERRAIN DE TROIS FONTAINES
51340 Trois-Fontaines-l'Abbaye

Références : PaD/136-2024
Code AIOT : 0005701415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2024 dans l'établissement STORENGY FRANCE implanté LE JARDINOT STOCKAGE SOUTERRAIN DE TROIS FONTAINES 51340 Trois-Fontaines-l'Abbaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été définie dans le cadre de la demande de remise en exploitation d'une partie des tuyauteries et puits actuellement utilisés en surveillance. Ces modifications sont totalement situées sur le territoire de la Meuse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY FRANCE
- LE JARDINOT STOCKAGE SOUTERRAIN DE TROIS FONTAINES 51340 Trois-Fontaines-l'Abbaye
- Code AIOT : 0005701415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société STORENGY exploite un stockage de gaz souterrain autorisé par arrêté interpréfectoral du 31 décembre 2021 implanté sur les départements de Meuse, Marne et Haute-Marne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 4.3.5	Demande d'action corrective	30 mois
3	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de soulever des questionnements concernant, l'entretien des bandes de servitudes, le risque présenté en cas de dépotage de méthanol ainsi que les moyens de surveillance à distance des puits de surveillance.

Des éléments de réponse sont demandés par courrier à la société STORENGY.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux, entretien des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : ... - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : La visite a porté sur l'entretien des bandes de servitudes au droit des tuyauteries de gaz enterrées. Le contrôle a porté plus particulièrement sur le premier kilomètre au départ de la station de SOMMELONNE SOE3. L'exploitant a indiqué contrôler annuellement par jambonnage ces bandes de servitudes. Il est apparu : 1 - A proximité de la plateforme, que des arbustes manifestement âgés de plus d'un an sont présents mais dont l'éloignement avec le tracé de la tuyauterie n'est pas identifiable. 2 - Les panneaux de signalisation de la tuyauterie sont peu présents, il n'est pas possible à certains endroits de voir ni le panneau amont ni la panneau aval, donc de savoir qu'une tuyauterie est proche. L'exploitant a indiqué que puisque les tuyauteries sont essentiellement situées en bordure de chemin, les usages de ceux-ci dégradent les panneaux lors de leur passage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre le dernier rapport de jambonnage sous 15 jours. • Procéder à la mise en place de panneaux de signalisation de la tuyauterie en nombre suffisant sous trois mois. • Vérifier l'implantation de la végétation et entretenir celle-ci si nécessaire sous trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours et 3 mois

N° 2 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejets
Prescription contrôlée : Plate-forme de Sommelonne Les eaux pluviales sont collectées dans un ouvrage de type cuve de stockage ou canalisations de

<p>gros diamètre (volume de rétention de 20 m³), enterrée en pied de plate-forme vers l'angle sud-ouest du site, est équipé d'un dispositif régulateur et muni d'une surverse. Un débourbeur-deshuileur est installé en sortie du système de rétention. Les eaux traitées sont évacuées par : Une canalisation de diamètre 300 mm permettant le franchissement sous le chemin agricole puis diriger un fossé mis en place le long du chemin rural.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de la station de SOMMELONNE SOE3, il a été constaté la présence du bassin de rétention des eaux pluviales.</p> <p>Sur cette plateforme est situé un poste de dépotage de méthanol, lequel dispose d'un volume de rétention (contenu dans l'aire de dépotage) et d'une cuve de stockage de 20 m³.</p> <p>L'inspection s'est interrogée sur les moyens de défense incendie lors des opérations de dépotage, limités actuellement à un extincteur sur la plateforme (en plus du moyen dont peut disposer le camion).</p> <p>Elle a analysé l'étude de danger déposée à l'appui de la demande d'autorisation d'exploiter en 2020. Celle-ci prend en compte le phénomène dangereux de feu de nappe de méthanol en cas d'épandage lors d'une opération de dépotage. Toutefois le risque de surpression d'un camion situé au droit de ce feu de nappe ne semble pas avoir été étudié.</p> <p>La route la plus proche est située à 125 m et la première habitation à 165 m.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant la station de dépotage de méthanol, et dans le cadre du réexamen quinquennal de son étude des dangers à transmettre au plus tard le 31/12/2026, il est demandé à l'exploitant de prendre en compte le scénario de surpression d'un camion lors d'un dépotage avec feu de nappe et d'autre part, pour chaque scénario associé à la présence de méthanol d'étudier la suffisance des moyens de défense incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 mois</p>

N° 3 : Infrastructures et installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conception des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A chaque atelier est associé un dispositif permettant son isolement en cas d'accident. Ce dispositif est commandable en local et en toute circonstance depuis les salles de contrôle de Trois-Fontaines et de Cerville.</p> <p>Chaque puits d'exploitation est équipé d'une vanne de subsurface à sécurité positive située à 30 m sous terre commandable manuellement à l'entrée de la plate-forme de puits et depuis la salle de contrôle (Mise en Sécurité des Puits - MSP) mais aussi automatiquement en cas d'atteinte d'un seuil de pression basse en tête de puits.</p> <p>Sur les puits autres que d'exploitation, la vanne de subsurface à sécurité positive est fermée en position normale.</p> <p>L'ensemble de la station centrale est équipé de dispositifs à sécurité positive provoquant</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêt d'urgence de l'ensemble de la station ; - la fermeture des vannes d'isolement de la station. <p>Des arrêts d'urgence permettent d'isoler la station du réservoir (localement et depuis les salles de contrôle) ou du réseau de transport (localement et depuis les salles de contrôle).</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a porté sur la station centrale ainsi que sur le puits de surveillance SOE2.</p> <p>Les dispositifs prévus par la prescription ont été identifiés lors de la visite.</p> <p>Afin de passer en production, le puits SOE2 sera équipé d'un système hydraulique destiné à ouvrir</p>

<p>la vanne de subsurface (à - 30 m). Il sera plus globalement remis en état pour l'ensemble des pièces identifiées comme dégradées par le temps. Il sera instrumenté pour disposer d'un renvoi d'information à la station centrale (position de la vanne de subsurface, débit de gaz, pression...).</p> <p>L'inspection a mis en évidence que le puits de surveillance SOE2, dans sa configuration actuelle, ne dispose d'aucun moyen de contrôle / surveillance à distance (vidéosurveillance, suivi de la pression de gaz...). Pour toute défaillance ou acte de malveillance sur les puits de surveillance, l'exploitant ne dispose d'aucune information en retour au niveau de la station centrale. L'exploitant indique faire des passages réguliers à proximité pour s'assurer de l'intégrité des installations. Cette situation est semblable pour tous les puits en situation de surveillance (TF107, TF109, TF104, TF108 dans le département de la Marne SOE4, SOE2, RPN1D, RPN2, AN2, TF110 dans le département de la Meuse). L'inspection rappelle également que les dispositions de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 imposent que l'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de décrire les moyens de surveillance dont il dispose pour répondre aux dispositions susvisées et d'étudier, au besoin, une solution technico-économique permettant une surveillance directe ou indirecte des puits de surveillance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>